

## ARRETE DE REINTEGRATION APRES CONGE PARENTAL

Le Maire (ou le Président) de .....

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale,

Vu le décret n°86-68 du 13 janvier 1986 modifié, relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité, de congé parental et de congé de présence parentale des fonctionnaires territoriaux,

Vu l'arrêté en date du ....., plaçant M ..... en congé parental, à compter du .....,

Vu la demande écrite de réintégration présentée par M .....,  
..... (grade), à compter du .....,

Considérant l'arrêté du ....., fixant la dernière situation de M .....,  
..... (grade) titulaire, au ..... échelon, indice brut  
....., indice majoré ....., avec une ancienneté de .....,

Considérant les droits à l'avancement d'échelon acquis pendant la durée du congé parental,

(le cas échéant) Considérant l'avis de la Commission Administrative Paritaire (si l'agent bénéficie d'un avancement d'échelon lors de la réintégration),

### ARRETE

ARTICLE 1 M ....., (grade) titulaire, est réintégré(e) à compter du .....,

ARTICLE 2 M ..... est classé(e) au ..... échelon, indice brut ....., indice majoré ....., avec une ancienneté de .....,

ARTICLE 3 (le cas échéant) Compte tenu de l'ancienneté, à la même date, M ..... bénéficie, sur la base de l'ancienneté ..... (minimale ou maximale), d'un avancement au ..... échelon, indice brut ....., indice majoré ....., avec une ancienneté de .....,

ARTICLE 4 Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet, (ou sous Préfet), à Monsieur le Receveur Municipal, à Monsieur le Président du Centre de gestion, à l'intéressé(e).

Fait à ....., le .....  
Le Maire (ou le Président)

Le Maire (ou le Président) :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.  
Notifié le .....

Signature de l'agent :